

Zeitschrift: Rapport de gestion / Chemins de fer fédéraux suisses
Herausgeber: Chemins de fer fédéraux suisses
Band: - (1981)

Rubrik: Résultats financiers et comptes

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Résultats financiers et comptes

I. Commentaire général

Les résultats de 1981 sont déjà analysés sous « Rapport et propositions » (p. V ss) ainsi que dans les commentaires suivants des différents comptes, de sorte que les considérations générales peuvent être réduites ici à leur plus simple expression.

Compte de résultats

Le compte de résultats inclut les charges et les produits des comptes d'exploitation et de pertes et profits, sans les débits ni les crédits internes. Ces chiffres ne peuvent donc pas être rapprochés purement et simplement des données des deux comptes.

Le compte de résultats de 1981 se présente ainsi:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981 %	
Charges:					
Charges de personnel	1972,7	2059,7	2107,8	+ 135,1	+ 6,8
Dépenses de choses	556,6	566,3	573,6	+ 17,0	+ 3,1
Amortissements d'immobilisations	403,6	425,3	426,9	+ 23,3	+ 5,8
Frais financiers	336,1	354,0	348,5	+ 12,4	+ 3,7
Total des charges	3269,0	3405,3	3456,8	+ 187,8	+ 5,7
Produits:					
Produit du transport des voyageurs	942,5	945,0	966,6	+ 24,1	+ 2,6
Produit du transport des marchandises	1128,9	1210,0	1106,2	- 22,7	- 2,0
Total des produits de transport	2071,4	2155,0	2072,8	+ 1,4	+ 0,1
Autres produits	335,1	327,0	354,6	+ 19,5	+ 5,8
Indemnité compensatrice	269,0	269,0	269,0	—	—
Total des produits	2675,5	2751,0	2696,4	+ 20,9	+ 0,8
Résultat:					
Déficit	593,5	654,3	760,4	+ 166,9	+ 28,1

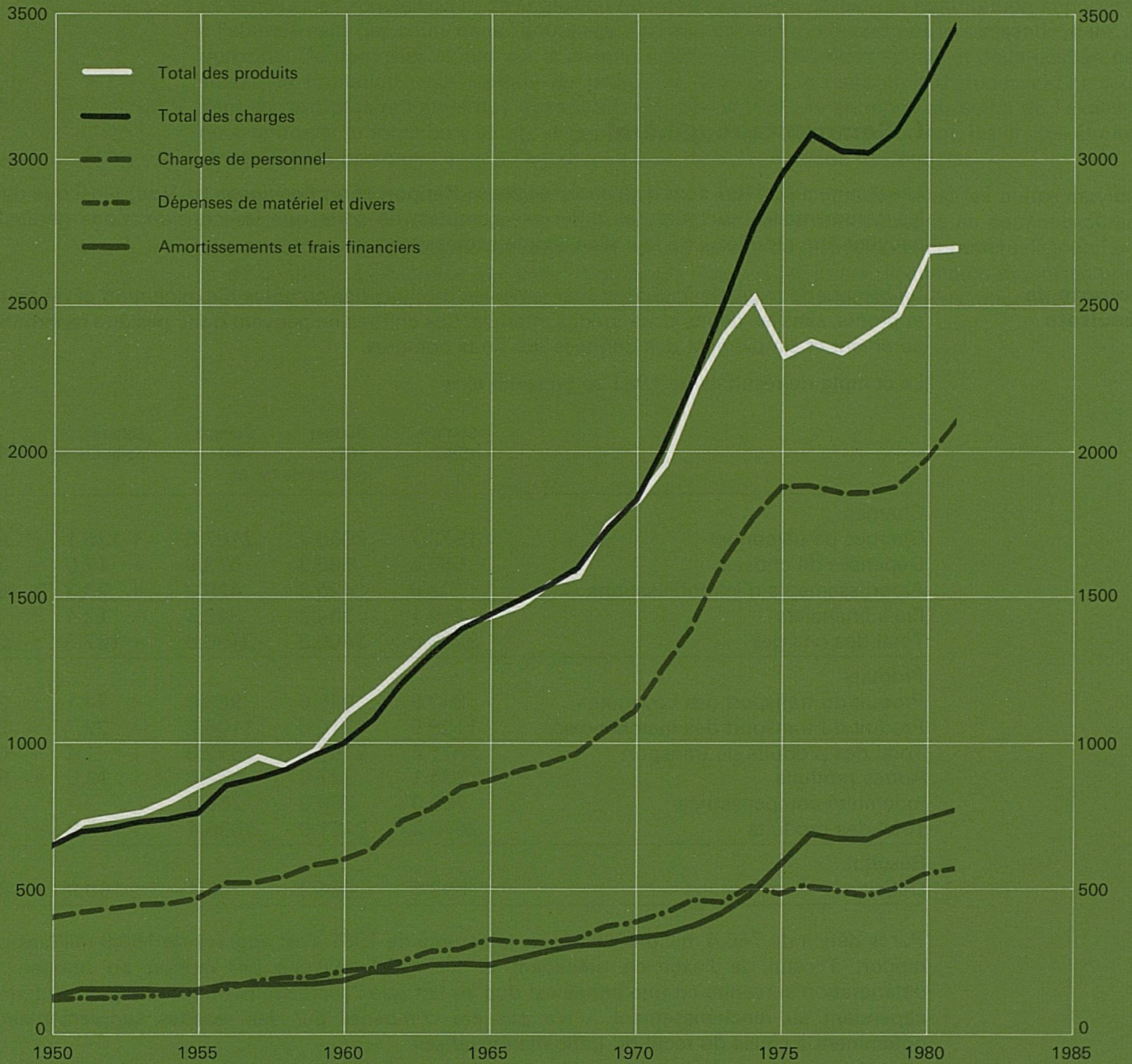
Par le déficit de 760,4 millions de francs, le compte de 1981 s'est aggravé de 166,9 millions par rapport à celui de l'exercice précédent et de 106,1 millions par rapport au budget. La détérioration survenue en une année est due au fait que l'accroissement des charges – inférieur cependant au renchérissement – n'a pas été compensé par des recettes supplémentaires, notamment à cause du recul du trafic marchandises.

Comparé à 1980, le total des charges s'est accru de 187,8 millions de francs ou 5,7%, ce qui est imputable surtout à l'augmentation des dépenses de personnel, entraînée par le renchérissement, ainsi qu'à l'amortissement plus élevé des immobilisations. La somme des produits ne s'est

Evolution du compte de résultats

Millions de francs

Millions de francs



améliorée que de 20,9 millions de francs ou 0,8%. La progression de 24,1 millions de francs ou 2,6% dans le trafic voyageurs a été presque complètement absorbée par une régression de 22,7 millions ou 2% dans le trafic marchandises. Les autres produits se sont relevés de 19,5 millions ou 5,8%. L'indemnité compensatrice servie par la Confédération pour les prestations en faveur de l'économie générale est restée la même que l'année précédente.

Dépenses de personnel

Avec 61% (1980:60,3%) des dépenses globales, les frais de personnel constituent le principal poste des charges des Chemins de fer fédéraux. Ils sont regroupés ci-après par catégories, indépendamment du compte débité (exploitation, construction, magasins, etc.).

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Traitements, salaires et allocations	1551,1	1620,2	1653,7	+ 102,6
Allocations supplémentaires et indemnités	109,4	113,1	111,6	+ 2,2
Contributions à la caisse de pensions et de secours (CPS)	65,1	67,8	76,4	+ 11,3
Contributions à l'AVS, à l'AI, au régime des allocations pour perte de gain et à l'assurance chômage	79,6	83,5	84,9	+ 5,3
Assurance accidents	32,2	33,7	33,1	+ 0,9
Divers	14,9	13,4	13,3	- 1,6
	1852,3	1931,7	1973,0	+ 120,7
A déduire: participation de tiers et du personnel	26,3	25,6	26,8	+ 0,5
Dépenses pour le propre personnel	1826,0	1906,1	1946,2	+ 120,2
Dépenses pour autre main-d'œuvre	9,4	9,4	10,0	+ 0,6
	1835,4	1915,5	1956,2	+ 120,8
Versements complémentaires à la CPS et allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes:				
Intérêt sur le déficit technique de la réserve mathématique	61,3	61,2	61,8	+ 0,5
Intérêts complémentaires découlant de la garantie de 4%	1,4	1,0	2,1	+ 0,7
Allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes	74,6	82,0	87,7	+ 13,1
Total des dépenses de personnel	1972,7	2059,7	2107,8	+ 135,1

Sur l'ensemble des charges de personnel, les versements complémentaires à la caisse de pensions et de secours et les allocations de renchérissement servies aux bénéficiaires de rentes, qui figurent au compte de pertes et profits et se montent à 151,6 millions de francs ou 7,2%, représentent en majeure partie des prestations en faveur des retraités.

Certains postes et les écarts par rapport à l'exercice précédent sont brièvement expliqués ci-après.

L'allocation de renchérissement versée sur les traitements, sur les salaires, sur différentes indemnités et sur les rentes a été relevée de 14,5% à 17,5% le 1^{er} janvier, puis à 22% le 1^{er} juil-

let. Cela correspond à une moyenne de 19,75% des rétributions stabilisées par référence à un indice de 94,9 points (septembre 1977: 100 points). Ainsi la hausse du coût de la vie a été compensée jusqu'à un indice des prix à la consommation de 113,6 points; la moyenne effective de l'année était de 115,7 points.

Allocations supplémentaires et indemnités:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Allocations supplémentaires du personnel roulant	17,5	18,1	17,9	+ 0,4
Indemnités pour service de nuit	43,6	44,4	43,2	- 0,4
Indemnités pour voyages de service et déplacements	13,2	13,7	13,2	—
Indemnités pour service du dimanche	21,3	22,6	22,4	+ 1,1
Indemnités pour horaire de travail irrégulier	6,2	6,2	6,1	- 0,1
Indemnités pour heures supplémentaires	1,0	1,2	1,9	+ 0,9
Indemnités diverses	6,6	6,9	6,9	+ 0,3
	109,4	113,1	111,6	+ 2,2

Les taux n'ont pas changé, à l'exception de ceux des indemnités pour service du dimanche et pour heures supplémentaires, qui doivent être constamment alignés sur le renchérissement. L'augmentation des allocations supplémentaires du personnel roulant s'explique par un effectif plus élevé, tandis que le paiement en espèces accru des jours de repos et de compensation en retard a provoqué une nouvelle poussée des coûts.

Les contributions à la caisse de pensions et de secours (CPS) comprennent les cotisations périodiques (61,4 millions de francs) et uniques (15 millions de francs). Les cotisations uniques se sont amplifiées non seulement par l'augmentation des gains assurés, mais encore à la suite d'une campagne de transferts, organisée en 1981, au cours de laquelle nombre de déposants ont été admis dans la caisse de pensions.

Le poste «Divers» contient, pour l'essentiel, les dépenses d'uniformes ainsi qu'une dernière tranche de rentes, d'un montant de 1,4 million de francs, versée par les CFF pour les préretraites accordées lors de la campagne de 1976.

L'article «A déduire: participation de tiers et du personnel» comprend notamment les indemnités journalières en cas de maladie ainsi que les rentes de la CNA et de l'assurance militaire imputées sur les traitements, les indemnités pour perte de gain au service militaire et la part des primes fournie par le personnel pour l'assurance contre les accidents non professionnels.

La position «Intérêts complémentaires découlant de la garantie de 4%» correspond à la différence entre l'intérêt effectif et celui de 4% garanti par les statuts sur les fonds de la CPS gérés par les Chemins de fer fédéraux.

Sous «Allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes» figurent non seulement les 27,1 millions de francs qui leur ont été versés à ce titre en 1981, mais aussi les amortissements de la charge supplémentaire grevant la réserve mathématique de la caisse de pensions par suite des incorporations d'allocations de renchérissement dans les rentes. Lesdits amortissements, échelonnés sur 10 à 12 ans, se composent d'annuités de 15,6 millions de francs (incorporation de 1973), de 31 millions (1977) et 14 millions (1980).

Par rapport au compte de 1980, les facteurs de variations des frais de personnel ont été les suivants.

	millions de francs
Accroissement de l'effectif	+ 9,5
Allocation de renchérissement relevée de 6¼ %	+ 109,8
Gratifications d'ancienneté plus nombreuses	+ 3,0
Versements uniques à la CPS pour l'augmentation du gain assuré	+ 10,0
Divers	+ 2,8
	<u>+ 135,1</u>

L'accroissement des charges de personnel par rapport au budget s'élève à 48,1 millions de francs (+ 2,3%). Il est dû exclusivement à l'augmentation des allocations de renchérissement.

II. Commentaires des comptes

Compte de construction (page 78)

Les 725,9 millions de francs absorbés par les équipements correspondent à peu de chose près aux 724 millions prévus. Le plafond budgétaire a donc été atteint, contrairement aux années précédentes. En certains points, les écarts par rapport aux prévisions sont appréciables, mais ils s'équilibrent dans l'ensemble. Voici un bref exposé des divers chapitres.

Transformation et extension de gares et de bâtiments de service. — Le dépassement de 13 millions de francs sur le budget de 193 millions s'explique par le renchérissement et par la progression rapide de certains chantiers. Des 206 millions de francs dépensés, 35,2 millions (env. 17%) furent affectés à des projets de grande envergure, c'est-à-dire à la modernisation des gares de Genève, Olten et Arth-Goldau ainsi qu'à la construction du triage de la vallée de la Limmat.

Perfectionnement général de lignes et d'installations de la pleine voie. — La dépense totale est supérieure de 8,8 millions de francs aux 101,4 millions inscrits au budget. Des 110,2 millions de francs déboursés, 20,2 millions ont servi à l'augmentation de la capacité de certaines artères et à la mise en place du block de ligne, 13,9 millions au renforcement du réseau interne de télécommunication, 45,2 millions au renouvellement de ponts, de caténaires et d'autres équipements de la voie, 13,7 millions aux aménagements nécessaires sur la ligne Bâle-Chiasso et 17,2 millions à la modernisation de passages à niveau.

Construction de nouvelles lignes et doublement de voies. — Par suite de l'avancement rapide de certains travaux, la dotation de 63,5 millions de francs a été dépassée de 7,2 millions. La dépense s'est élevée à 70,7 millions de francs, dont 67,3 millions furent consacrés à la poursuite des travaux entrepris avant 1981, et 3,4 millions à la réalisation de nouveaux projets.

Renouvellement de voies et de branchements. — Au regard des 94,8 millions de francs disponibles, le montant utilisé est inférieur de 6,2 millions de francs en raison de l'emploi accru de matériel remis en état à la place de matériel neuf.

Achat de mobilier, machines et ustensiles. — La dépense est en retrait de 2,3 millions de francs sur les 14,6 millions prévus, les CFF ayant renoncé provisoirement à l'acquisition de tracteurs élévateurs et d'équipements destinés au traitement électronique de l'information.

Usines électriques. — La différence en moins, sur le crédit de 57,5 millions de francs, est de nouveau considérable et se chiffre à 16,9 millions. Une fois de plus, la difficulté d'acquérir les

droits de passage et de faire approuver les plans a freiné l'aménagement du réseau des conduites à haute tension. Dans le secteur des usines électriques et des sous-stations, c'est le ralentissement des travaux qui a influé de manière décisive sur les comptes.

Ateliers. — Les dépenses sont restées légèrement inférieures (de 0,2 million de francs) aux 10 millions alloués.

Véhicules. — Leur excédent par rapport à l'allocation budgétaire de 185,2 millions de francs étant de 2,5 millions, les montants consacrés à l'achat de matériel roulant sont restés dans le cadre des prévisions.

**Compte
d'exploitation**
(page 79)

Le compte d'exploitation a évolué comme il suit.

	Compte 1980	Budget 1981	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981 %	
	millions de francs				
Charges	2480,3	2572,8	2624,0	+ 143,7	+ 5,8
Produits	2651,6	2729,0	2661,3	+ 9,7	+ 0,4
Excédent	171,3	156,2	37,3	- 134,0	

Charges

Les charges d'exploitation dépassent de 143,7 millions de francs (5,8%) celles de l'exercice précédent; elles sont supérieures de 51,2 millions (2%) aux prévisions du budget. Environ 84% de cette progression sont dus aux frais de personnel. Quant aux dépenses de choses, leur évolution a varié d'un secteur à l'autre. Une diminution des charges a été enregistrée notamment pour la planification et les études, la publicité, la location de véhicules et l'achat de courant de traction, tandis que les coûts se sont alourdis en ce qui concerne les commissions sur la vente de titres de transport, les prestations d'exploitation fournies par des tiers, les travaux d'entretien et la couverture de dommages dus à des sinistres.

Les frais d'entretien des immeubles et installations et des véhicules, qui constituent 23% des charges d'exploitation, se présentent de la manière suivante.

	Compte 1980	Budget 1981	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981 %	
	millions de francs				
Entretien des immeubles et installations					
— entretien ordinaire	249,2	248,7	271,9	+ 22,7	+ 9,1
— construction et renouvellement de la superstructure: dépenses non actives	101,7	105,1	96,0	- 5,7	- 5,6
	350,9	353,8	367,9	+ 17,0	+ 4,8
Entretien des véhicules	214,1	244,1	235,2	+ 21,1	+ 9,9
Total	565,0	597,9	603,1	+ 38,1	+ 6,7

L'entretien des immeubles et installations a coûté 4,8% de plus qu'en 1980 et 4% de plus qu'il n'était prévu au budget. Une grande révision étant arrivée à échéance pour un nombre accru de voitures, la somme consacrée au maintien en état du matériel roulant a augmenté de 9,9% par rapport à l'exercice précédent, tout en restant de 3,6% en deçà du montant alloué. Dans l'ensemble, les dépenses d'entretien n'ont été que peu supérieures aux prévisions.

Produits

Les produits d'exploitation se composent des recettes de transport, des produits accessoires et de l'indemnité compensatrice. Par rapport aux comptes de 1980, ils se sont améliorés de 9,7 millions de francs (0,4%), tout en restant inférieurs de 67,7 millions (2,5%) au montant budgétisé.

Les recettes de transport, récapitulées ci-après, représentent 78% des produits d'exploitation et constituent la principale source de revenus des CFF.

	Compte 1980	Budget 1981	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981 %	
	millions de francs				
Trafic voyageurs	942,5	945,0	966,6	+ 24,1	+ 2,6
– personnes	911,1	924,0	946,8	+ 35,7	+ 3,9
– bagages	14,7	15,0	15,4	+ 0,7	+ 4,8
– automobiles accompagnées	16,7	6,0	4,4	– 12,3	– 73,7
Trafic marchandises	1128,9	1210,0	1106,2	– 22,7	– 2,0
– wagons complets	851,9	911,0	823,3	– 28,6	– 3,4
– envois de détail	192,8	217,0	200,2	+ 7,4	+ 3,8
– envois postaux	84,2	82,0	82,7	– 1,5	– 1,8
Recettes totales	2071,4	2155,0	2072,8	+ 1,4	+ 0,1

L'évolution des transports est analysée au chapitre «Trafic et production» (p. 1 ss).

Quant aux produits accessoires, ils se reflètent dans ces chiffres:

	Compte 1980	Budget 1981	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981 %	
	millions de francs				
Prestations d'exploitation en faveur de tiers	90,0	88,0	91,3	+ 1,3	+ 1,4
Fermages et loyers	116,9	118,5	123,7	+ 6,8	+ 5,8
Fournitures et prestations assurées pour des tiers	57,3	53,9	54,4	– 2,9	– 5,1
Autres produits	47,0	44,6	50,1	+ 3,1	+ 6,6
Total	311,2	305,0	319,5	+ 8,3	+ 2,7

Les produits accessoires sont supérieurs aux résultats de 1980 et dépassent aussi les prévisions budgétaires, ce qui est dû à la fois à la hausse des prix et à des efforts concertés. Au chapitre des fournitures et prestations assurées pour des tiers, la baisse des produits est imputable à une diminution quantitative.

L'indemnité compensatrice de 269 millions de francs versée pour les prestations de service public non rentables est demeurée inchangée.

Compte de pertes et profits (page 80)

Le compte de pertes et profits se présente ainsi:

	Compte 1980	Budget 1981	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981	
	millions de francs				
Charges	879,0	925,9	929,8	+ 50,8	
Produits	285,5	271,6	169,4	– 116,1	
– excédent d'exploitation	171,3	156,2	37,3	– 134,0	
– autres produits	114,2	115,4	132,1	+ 17,9	
Déficit	593,5	654,3	760,4	+ 166,9	

Charges

L'amortissement des valeurs immobilisées, les versements complémentaires à la caisse de pensions et de secours et les allocations de renchérissement servies aux bénéficiaires de rentes sont en l'occurrence les éléments essentiels.

Les amortissements ont évolué comme il suit:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Amortissements des immobilisations				
– installations ferroviaires	194,3	209,0	209,0	+ 14,7
– usines électriques	25,4	28,0	28,1	+ 2,7
– ateliers	11,5	10,0	10,8	– 0,7
– véhicules	171,6	177,0	177,3	+ 5,7
– autres	0,8	1,3	1,7	+ 0,9
	403,6	425,3	426,9	+ 23,3
Amortissements des fonds de roulement				
– stocks de matériel	0,2	0,6	0,5	+ 0,3
– autres	0,1	0,2	0,6	+ 0,5
	0,3	0,8	1,1	+ 0,8
Total des amortissements	403,9	426,1	428,0	+ 24,1

Les valeurs immobilisées s'étant accrues en 1980 de 716,5 millions de francs, les amortissements des immobilisations ont progressé de 23,3 millions. Se chiffrant à 426,9 millions de francs, ils correspondent à 3,6% (taux moyen pondéré) de la valeur d'établissement ou d'acquisition des immeubles, installations et véhicules à amortir. Avec les 101,7 millions de francs que représentent les dépenses de construction portées directement au compte d'exploitation et non à l'actif, ils équivalent à 73% des investissements, dont la somme brute s'élève à 725,9 millions de francs.

Les frais financiers se décomposent ainsi:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Frais financiers résultant d'engagements à long terme				
– prêts de la Confédération	202,0	213,5	207,5	+ 5,5
– emprunts par obligations	0,7	—	—	– 0,7
– bons de dépôt de la caisse de pensions et de secours	84,4	88,4	88,4	+ 4,0
– autres prêts	17,0	12,0	12,0	– 5,0
	304,1	313,9	307,9	+ 3,8
Frais financiers résultant d'engagements à court terme				
– comptes courants en banque	—	1,9	—	—
– institutions sociales des CFF	29,1	35,1	37,0	+ 7,9
– autres engagements	2,9	3,1	3,6	+ 0,7
	32,0	40,1	40,6	+ 8,6
Total des frais financiers	336,1	354,0	348,5	+ 12,4

L'accroissement des frais financiers provenant des engagements à long terme est consécutif au prêt de 270 millions de francs consenti en 1980 par l'Etat central et à la conversion d'avoirs en compte courant de la caisse de pensions et de secours en bons de dépôt de longue durée.

L'intérêt des engagements à long terme reste de 5% dans l'ensemble. La rémunération des prêts de la Confédération, au taux moyen de 5,57% (1980: 5,58%), a absorbé 207,5 millions de francs, ce qui constitue 59,5% de la totalité des frais financiers.

Les versements complémentaires à la caisse de pensions et de secours de même que les allocations de renchérissement servies aux bénéficiaires de rentes sont commentés sous «dépenses de personnel».

Dans les autres dépenses figure pour l'essentiel le montant annuel attribué à la réserve pour la couverture de gros dommages. Ce montant a atteint 1,5 million de francs.

Produits L'excédent d'exploitation se chiffre à 37,3 millions de francs; il est ainsi en recul de 134 millions sur celui de l'exercice précédent.

Les «amortissements et intérêts compris dans les charges d'exploitation» ne représentent qu'un produit comptable; ils correspondent aux amortissements et intérêts inclus dans les charges d'exploitation par certains services tenant des comptes de frais complets (ateliers, usines électriques, par exemple). Ils sont repris, pour la balance des comptes, dans la colonne des produits, car les amortissements et intérêts doivent figurer intégralement dans les charges du compte de pertes et profits.

Les autres produits s'élèvent à 40,6 millions de francs. L'augmentation de 11,7 millions de francs s'explique notamment par les gains réalisés sur les fonds de roulement du fait des écarts entre les cours pratiqués lors du règlement des comptes ferroviaires, et par le rendement accru des participations.

Bilan (page 81) Au 31 décembre 1981, la somme du bilan s'établissait à 9159,5 millions de francs, ce qui dénote une hausse de 478,1 millions comparativement à 1980.

Actif Les valeurs immobilisées comprennent les immeubles, les installations, les véhicules, les ouvrages inachevés, les terrains acquis à titre prévisionnel et les participations. Durant l'exercice, elles ont augmenté de 181,5 millions de francs, pour s'inscrire à 7202 millions.

La valeur comptable des immeubles, installations et véhicules a évolué comme il suit.

	Compte 1980 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Installations ferroviaires	6 588,0	6 963,3	+ 375,3
Usines électriques	885,3	956,7	+ 71,4
Ateliers	276,1	280,9	+ 4,8
Véhicules	4 443,8	4 560,7	+ 116,9
Total des coûts de construction ou d'acquisition	12 193,2	12 761,6	+ 568,4
Déduction des amortissements	6 165,2	6 515,7	+ 350,5
Valeur au bilan des immeubles, installations et véhicules	6 028,0	6 245,9	+ 217,9
En % des valeurs de construction ou d'acquisition	49,4	48,9	

Par suite de la mise en exploitation de divers ouvrages, la part des travaux en cours a pu être ramenée à 662,9 millions de francs, la diminution étant de 25,6 millions.

Les terrains acquis à titre prévisionnel représentent 10,9 millions de moins qu'auparavant. Les participations n'ont enregistré qu'une faible progression (0,1 million), pour s'inscrire à 120 millions de francs.

Les amortissements ont évolué comme il suit:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Amortissements des immobilisations				
- installations ferroviaires	194,3	209,0	209,0	+ 14,7
- usines électriques	25,4	28,0	28,1	+ 2,7
- ateliers	11,5	10,0	10,8	- 0,7
- véhicules	171,6	177,0	177,3	+ 5,7
- autres	0,8	1,3	1,7	+ 0,9
	403,6	425,3	426,9	+ 23,3
Amortissements des fonds de roulement				
- stocks de matériel	0,2	0,6	0,5	+ 0,3
- autres	0,1	0,2	0,6	+ 0,5
	0,3	0,8	1,1	+ 0,8
Total des amortissements	403,9	426,1	428,0	+ 24,1

Les valeurs immobilisées s'étant accrues en 1980 de 716,5 millions de francs, les amortissements des immobilisations ont progressé de 23,3 millions. Se chiffrant à 426,9 millions de francs, ils correspondent à 3,6% (taux moyen pondéré) de la valeur d'établissement ou d'acquisition des immeubles, installations et véhicules à amortir. Avec les 101,7 millions de francs que représentent les dépenses de construction portées directement au compte d'exploitation et non à l'actif, ils équivalent à 73% des investissements, dont la somme brute s'élève à 725,9 millions de francs.

Les frais financiers se décomposent ainsi:

	Compte 1980	Budget 1981 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Frais financiers résultant d'engagements à long terme				
- prêts de la Confédération	202,0	213,5	207,5	+ 5,5
- emprunts par obligations	0,7	—	—	- 0,7
- bons de dépôt de la caisse de pensions et de secours	84,4	88,4	88,4	+ 4,0
- autres prêts	17,0	12,0	12,0	- 5,0
	304,1	313,9	307,9	+ 3,8
Frais financiers résultant d'engagements à court terme				
- comptes courants en banque	—	1,9	—	—
- institutions sociales des CFF	29,1	35,1	37,0	+ 7,9
- autres engagements	2,9	3,1	3,6	+ 0,7
	32,0	40,1	40,6	+ 8,6
Total des frais financiers	336,1	354,0	348,5	+ 12,4

L'accroissement des frais financiers provenant des engagements à long terme est consécutif au prêt de 270 millions de francs consenti en 1980 par l'Etat central et à la conversion d'avoirs en compte courant de la caisse de pensions et de secours en bons de dépôt de longue durée.

L'intérêt des engagements à long terme reste de 5% dans l'ensemble. La rémunération des prêts de la Confédération, au taux moyen de 5,57% (1980: 5,58%), a absorbé 207,5 millions de francs, ce qui constitue 59,5% de la totalité des frais financiers.

Les versements complémentaires à la caisse de pensions et de secours de même que les allocations de renchérissement servies aux bénéficiaires de rentes sont commentés sous «dépenses de personnel».

Dans les autres dépenses figure pour l'essentiel le montant annuel attribué à la réserve pour la couverture de gros dommages. Ce montant a atteint 1,5 million de francs.

Produits

L'excédent d'exploitation se chiffre à 37,3 millions de francs; il est ainsi en recul de 134 millions sur celui de l'exercice précédent.

Les «amortissements et intérêts compris dans les charges d'exploitation» ne représentent qu'un produit comptable; ils correspondent aux amortissements et intérêts inclus dans les charges d'exploitation par certains services tenant des comptes de frais complets (ateliers, usines électriques, par exemple). Ils sont repris, pour la balance des comptes, dans la colonne des produits, car les amortissements et intérêts doivent figurer intégralement dans les charges du compte de pertes et profits.

Les autres produits s'élèvent à 40,6 millions de francs. L'augmentation de 11,7 millions de francs s'explique notamment par les gains réalisés sur les fonds de roulement du fait des écarts entre les cours pratiqués lors du règlement des comptes ferroviaires, et par le rendement accru des participations.

Bilan

(page 81)

Au 31 décembre 1981, la somme du bilan s'établissait à 9159,5 millions de francs, ce qui dénote une hausse de 478,1 millions comparativement à 1980.

Actif

Les valeurs immobilisées comprennent les immeubles, les installations, les véhicules, les ouvrages inachevés, les terrains acquis à titre prévisionnel et les participations. Durant l'exercice, elles ont augmenté de 181,5 millions de francs, pour s'inscrire à 7202 millions.

La valeur comptable des immeubles, installations et véhicules a évolué comme il suit.

	Compte 1980 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Installations ferroviaires	6 588,0	6 963,3	+ 375,3
Usines électriques	885,3	956,7	+ 71,4
Ateliers	276,1	280,9	+ 4,8
Véhicules	4 443,8	4 560,7	+ 116,9
Total des coûts de construction ou d'acquisition	12 193,2	12 761,6	+ 568,4
Déduction des amortissements	6 165,2	6 515,7	+ 350,5
Valeur au bilan des immeubles, installations et véhicules	6 028,0	6 245,9	+ 217,9
En % des valeurs de construction ou d'acquisition	49,4	48,9	

Par suite de la mise en exploitation de divers ouvrages, la part des travaux en cours a pu être ramenée à 662,9 millions de francs, la diminution étant de 25,6 millions.

Les terrains acquis à titre prévisionnel représentent 10,9 millions de moins qu'auparavant. Les participations n'ont enregistré qu'une faible progression (0,1 million), pour s'inscrire à 120 millions de francs.

A la fin de l'exercice, les fonds de roulement se chiffraient à 871,6 millions, ce qui représente une diminution de 195,8 millions d'une année à l'autre. L'encaisse et les avoirs en compte de chèques postaux ont rétrogradé de 34,8 millions, les avoirs en compte courant à l'Administration fédérale des finances de 155 millions, les postes débiteurs de 12,9 millions, les prêts et les titres en portefeuille de 1,3 million, les autres avoirs de 8,5 millions de francs et les actifs transitoires de 1,1 million. En revanche, les avoirs en banque ont augmenté de 2,8 millions et les stocks en matériel de 15 millions.

Les fonds de roulement ont diminué principalement en raison de la suppression de l'avoir en compte de l'année dernière à l'Administration fédérale des finances. Le poste «Débiteurs» comprend en premier lieu les prestations du trafic marchandises fournies en décembre, qui ne viennent à échéance que l'année suivante. Les autres avoirs proviennent de décomptes en suspens envers d'autres chemins de fer.

Pour la première fois, les charges à amortir par annuités (dette CPS) figurent pour un montant de 325,5 millions (voir «Autres prêts»).

Une nouvelle tranche de prêts pour l'électrification de lignes étrangères aboutissant en Suisse est venue à échéance. De ce fait, les créances sur les chemins de fer étrangers ont diminué de 20 millions pour s'inscrire à 40 millions. La dette envers l'Administration fédérale des finances s'en trouve réduite d'autant.

Passif

L'attribution ordinaire de 1,5 million de francs à la réserve pour la couverture de gros dommages l'a portée à 46,7 millions. Le capital de dotation est resté fixé à 800 millions.

Les fonds de tiers ont augmenté de 476,6 millions: les engagements à long terme, de 325,2 millions et ceux à court terme, de 151,4 millions.

En regard des fonds propres de 846,7 millions, les apports de l'extérieur atteignent 8312,8 millions. La structure de financement s'est donc dégradée encore, à tel point que la relation entre les capitaux propres et ceux de tiers est maintenant de 1 à 9,8.

D'une année à l'autre, le volume et la composition des engagements à long terme a évolué comme il suit.

	Compte 1980 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Prêts de la Confédération	3820,0	3720,0	- 100,0
Bons de dépôt de la caisse de pensions et de secours	2210,0	2360,0	+ 150,0
Autres prêts	270,9	546,1	+ 275,2
Total des engagements à long terme	6300,9	6626,1	+ 325,2

Alors qu'un prêt de 100 millions de francs consenti par l'Etat central était remboursé, 150 millions de francs d'avoirs en compte courant de la CPS ont été convertis en bons de dépôt de longue durée. Les autres prêts ont fait l'objet de remboursements pour un montant total de 50,3 millions. Sous ce titre figurent pour la première fois les engagements des CFF envers la CPS. S'élevant à 325,5 millions, ils proviennent de l'incorporation des allocations de renchérissement dans les rentes de la CPS (309,7 millions) et de la campagne de transferts de la caisse des déposants à la caisse de pensions (15,8 millions).

Les engagements à long terme sont constitués pour

- 56,1% de prêts de la Confédération,
- 35,6% de bons de dépôt de la CPS et
- 8,3% d'autres prêts.

Les engagements à court terme représentent environ 20% des capitaux de tiers. Ils ont évolué comme il suit d'un exercice à l'autre.

	Compte 1980 millions de francs	Compte 1981	Différence comptes 1980-1981
Compte courant à l'Administration fédérale des finances	—	179,6	+ 179,6
Institutions sociales des CFF	961,2	949,6	– 11,6
Créanciers	344,9	308,7	– 36,2
Autres engagements	184,9	206,2	+ 21,3
Passifs transitoires	44,3	42,6	– 1,7
Total des engagements à court terme	1535,3	1686,7	+ 151,4

Admettant que le contrat d'entreprise puisse être mis en vigueur avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1982, l'on a renoncé à consolider les engagements à court terme envers la Confédération. D'une période à l'autre, les dettes envers les institutions sociales – principalement envers la caisse d'épargne de l'entreprise – ont diminué de 11,6 millions.

Les comptes créanciers totalisent 308,7 millions de francs, soit 36,2 millions de moins qu'un an auparavant. Les autres engagements ont augmenté de 21,3 millions alors que les passifs transitoires reculaient de 1,7 million. Les deux postes «Créanciers» et «Autres engagements» recouvrent pour l'essentiel les comptes courants entretenus avec les chemins de fer suisses et étrangers et avec des tiers, les factures de fournisseurs non échues, les détaxes, les provisions pour l'acquisition de terrains destinés à des échanges en nature de même que les décomptes de trafic en suspens.

Pour la première fois, le déficit technique figurant dans les comptes de la CPS a été repris au titre d'intérêts garantis capitalisés.

Flux financiers

Le compte des mouvements de capitaux, qui complète celui des résultats et le bilan en indiquant la provenance et l'affectation des ressources financières, se présente pour 1981 de la manière que voici:

Origine des fonds

millions de francs

Amortissements et réserves		
– amortissements d'immobilisations	426,9	
– dépenses de construction non actives	101,7	
– autres amortissements et réserves	<u>6,5</u>	535,1
Augmentation des fonds de tiers		
– engagements à long terme		
– bons de dépôt de la CPS	150,0	
– autres prêts	275,2	
– engagements à court terme		
– Administration fédérale des finances	179,6	
– autres engagements	<u>21,3</u>	626,1
Autres ressources		
– diminution des valeurs immobilisées		
– terrains acquis à titre prévisionnel		10,9
– diminution des fonds de roulement		
– espèces en caisse et compte de chèques postaux	34,8	
– Administration fédérale des finances	155,0	
– débiteurs	12,9	
– prêts et titres	1,3	
– autres avoirs	8,5	
– actifs transitoires	<u>1,1</u>	213,6
Solde passif 1980 à la charge de la Confédération		<u>593,5</u>
		1979,2

Affectation des fonds

Accroissement des valeurs immobilisées		
– immeubles et installations	538,2	
– matériel roulant	187,7	
– participations	<u>0,1</u>	726,0
Accroissement des fonds de roulement		
– banques	2,8	
– stocks de matériel	<u>15,0</u>	17,8
Accroissement: charge à amortir (dette CPS)		325,5
Réduction des apports de tiers		
– engagements à long terme		
– prêt de la Confédération	100,0	
– engagements à court terme		
– institutions sociales	11,6	
– créiteurs	36,2	
– passifs transitoires	<u>1,7</u>	149,5
Solde passif de l'exercice 1981		<u>760,4</u>
		1979,2

Les CFF dispensateurs de commandes en 1981



En 1981, les CFF ont versé à leurs 16 286 fournisseurs suisses la somme totale de 1147 millions de francs.

Compte de construction de l'exercice 1981

Dépenses de construction				
Compte de 1980 fr		Budget de 1981 fr		Compte de 1981 fr
485 023 876	534 800 000	Immeubles et installations		538 167 390
162 356 069	192 970 000	Transformation et extension de gares et de bâtiments de service	205 985 678	
97 622 555	101 400 000	Perfectionnement général de lignes et d'installations de la pleine voie	110 239 141	
79 471 880	63 500 000	Construction de nouvelles lignes et doublement de voies	70 703 404	
88 593 300	94 800 000	Renouvellement de voies et de branchements	88 552 000	
9 617 355	14 630 000	Achat de mobilier, machines et ustensiles	12 345 973	
38 006 015	57 500 000	Usines électriques	40 556 865	
9 356 702	10 000 000	Ateliers	9 784 329	
165 262 248	185 200 000	Véhicules		
80 764 648	87 910 000	Véhicules moteurs	93 904 471	
40 854 426	46 970 000	Voitures et fourgons	41 714 898	
43 643 174	50 320 000	Wagons à marchandises et wagons de service	52 070 537	
—	4 000 000	Imprévu		—
650 286 124	724 000 000			725 857 296

Imputation des dépenses de construction				
Compte de 1980 fr		Budget de 1981 fr		Compte de 1981 fr
542 953 709	614 000 000	Compte des immobilisations et des amortissements		624 169 344
335 991 895	366 200 000	Immobilisations du chemin de fer	391 808 047	
34 975 371	54 500 000	Usines électriques	37 270 511	
6 724 195	8 100 000	Ateliers	7 400 880	
165 262 248	185 200 000	Véhicules	187 689 906	
107 332 415	110 000 000	Compte d'exploitation		101 687 952
101 669 264	105 100 000	Immobilisations du chemin de fer	96 018 149	
3 030 644	3 000 000	Usines électriques	3 286 354	
2 632 507	1 900 000	Ateliers	2 383 449	
650 286 124	724 000 000			725 857 296

Compte d'exploitation pour l'année 1981

Charges						
Compte de 1980	fr	Budget de 1981	fr	Compte de 1981	fr	
214 324 769		214 300 000		Administration	221 953 198	
2 177 263 821		2 269 500 000		Exploitation	2 314 851 131	
177 661 556		178 000 000		Direction et charges générales		188 470 476
30 885 858		30 700 000		Surveillance de la voie		34 458 855
826 181 448		849 400 000		Service des gares		878 875 600
159 775 255		165 500 000		Accompagnement des trains		170 935 660
415 746 716		445 800 000		Traction		436 831 600
2 000 487		2 200 000		Service des bateaux sur le lac de Constance		2 103 155
350 884 396		353 800 000		Entretien des immeubles et installations		367 934 675
214 128 105		244 100 000		Entretien des véhicules		235 241 110
88 743 787		89 000 000		Divers		87 225 667
2 480 332 377		2 572 800 000		Total des charges	2 624 029 996	
171 283 198		156 200 000		Excédent d'exploitation	37 251 895	
2 651 615 575		2 729 000 000			2 661 281 891	

Produits					
Compte de 1980	fr	Budget de 1981	fr	Compte de 1981	fr
2 071 409 201		2 155 000 000		Produits de transport	2 072 798 157
942 532 191		945 000 000		Trafic voyageurs	966 592 461
911 094 669		924 000 000	946 773 530	Transport des voyageurs	
14 717 211		15 000 000	15 435 880	Bagages	
16 720 311		6 000 000	4 383 051	Véhicules automobiles accompagnés	
1 128 877 010		1 210 000 000		Trafic marchandises	1 106 205 696
851 909 147		911 000 000	823 294 009	Wagons complets	
192 765 209		217 000 000	200 194 153	Envois de détail	
84 202 654		82 000 000	82 717 534	Transports postaux	
311 206 374		305 000 000		Produits accessoires	319 483 734
269 000 000		269 000 000		Indemnité de la Confédération pour les prestations en faveur de l'économie générale	269 000 000
2 651 615 575		2 729 000 000		Total des produits	2 661 281 891

Compte de pertes et profits pour l'année 1981

Charges				
Compte de 1980 fr	Budget de 1981 fr			Compte de 1981 fr
403 579 220	425 300 000	Amortissements des immobilisations		426 948 305
341 372	800 000	Amortissements des fonds de roulement		1 073 905
336 094 605	354 000 000	Intérêts et autres frais financiers		348 456 221
304 125 411	313 900 000	Intérêts des engagements à long terme	307 897 800	
31 969 194	40 100 000	Intérêts des engagements à court terme	40 558 421	
137 289 904	144 200 000	Versements complémentaires à la caisse de pensions et de secours et allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes		151 559 410
61 332 018	61 200 000	Intérêts sur le déficit de la réserve mathématique	61 837 452	
60 566 000	60 500 000	Amortissement de la charge supplémentaire grevant la réserve mathématique à la suite de l'incorporation d'allocations de renchérissement dans les rentes	60 566 000	
13 945 762	21 500 000	Allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes	27 089 511	
1 446 124	1 000 000	Garantie d'intérêts à la CPS	2 066 447	
1 653 333	1 600 000	Autres charges		1 746 855
878 958 434	925 900 000	Total des charges		929 784 696

Produits				
Compte de 1980 fr	Budget de 1981 fr			Compte de 1981 fr
171 283 198	156 200 000	Excédent d'exploitation		37 251 895
85 346 865	90 400 000	Amortissements et intérêts compris dans les charges d'exploitation		91 525 990
28 876 389	25 000 000	Autres produits		40 591 873
3 550 728	3 200 000	Produit des terrains acquis à titre prévisionnel	2 746 665	
4 526 879	6 000 000	Produit des participations	6 682 741	
17 959 986	14 600 000	Produits des fonds de roulement	28 501 516	
2 838 796	1 200 000	Produits divers	2 660 951	
285 506 452	271 600 000	Total des produits		169 369 758
593 451 982	654 300 000	Déficit à la charge de la Confédération		760 414 938
878 958 434	925 900 000			929 784 696

Bilan au 31 décembre 1981 (avant la mise en compte du solde passif)

Actif			
Compte de 1980	fr		Compte de 1981 fr
7 020 558 236		Immobilisations	7 202 016 300
		Immeubles, installations et véhicules	
12 193 251 652		Valeurs de construction ou d'acquisition	12 761 629 746
- 6 165 263 867		Amortissements	- 6 515 740 123
6 027 987 785		Valeur au bilan	6 245 889 623
688 521 036		Ouvrages inachevés	662 910 015
184 107 010		Terrains acquis à titre prévisionnel	173 188 057
119 942 405		Participations	120 028 605
1 067 394 782		Fonds de roulement	871 637 770
77 120 413		Espèces en caisse, comptes de chèques postaux	42 267 891
28 656 409		Banques	31 515 165
155 025 136		Département fédéral des finances	—
229 314 507		Débiteurs	216 407 176
285 480 556		Prêts et titres en portefeuille	284 237 592
185 388 279		Stocks de matériel	200 383 250
72 188 486		Autres créances	63 754 616
34 220 996		Actifs transitoires	33 072 080
—		Charges à amortir (dette CPS)	325 495 368
593 451 982		Solde passif	760 414 938
8 681 405 000			9 159 564 376
60 000 000		Prêts pour l'électrification de lignes étrangères aboutissant en Suisse, créances sur les chemins de fer étrangers	40 000 000

Passif			
Compte de 1980	fr		Compte de 1981 fr
845 247 000		Fonds propres	846 747 000
800 000 000		Capital de dotation	800 000 000
45 247 000		Réserve pour la couverture de gros dommages	46 747 000
7 836 158 000		Fonds de tiers	8 312 817 376
6 300 893 646		Engagements à long terme	6 626 097 024
3 820 000 000		Prêts de la Confédération	3 720 000 000
2 210 000 000		Bons de dépôt de la caisse de pensions et de secours	2 360 000 000
270 893 646		Autres prêts	546 097 024
1 535 264 354		Engagements à court terme	1 686 720 352
—		Département fédéral des finances	179 624 133
961 209 821		Institutions sociales des CFF	949 631 711
344 902 633		Créanciers	308 738 500
184 928 645		Autres engagements	206 154 506
44 223 255		Passifs transitoires	42 571 502
8 681 405 000			9 159 564 376
—		Déficit de la caisse de pensions et de secours (intérêts garantis capitalisés)	1 519 348 607
60 000 000		Prêts pour l'électrification de lignes étrangères aboutissant en Suisse, dette envers le Département fédéral des finances	40 000 000

Aperçu chronologique

	1946	1950	1955	1965	1966	1966	1966
Prestations d'exploitation et de trafic en millions d'unités							
1 Trains de voyageurs, trains-kilomètres	39,6	47,7	51,1	54,2	55,7	56,2	56,3
2 Trains de marchandises, trains-kilomètres	13,5	14,2	18,5	23,5	26,8	27,4	27,4
3 Trafic voyageurs: voyageurs	206,4	193,9	208,4	225,8	238,5	236,1	226,1
4 voyageurs-kilomètres	5444,5	5615,7	6273,1	6998,4	7859,4	7877,2	7651,1
5 Trafic marchandises: tonnes	16,9	18,0	23,3	29,2	37,1	37,7	38,1
6 tonnes-kilomètres	1701,9	2083,2	3059,0	4043,8	5187,8	5370,4	5560,1
Effectif du personnel nombre de personnes (moyenne annuelle)							
7 Propre personnel	34 572	36 904	37 709	39 904	42 194	41 628	41 120
8 Ouvriers d'entrepreneur	1 900	912	1 244	1 030	1 040	930	890
9 Total (7 + 8)	36 472	37 816	38 953	40 934	43 234	42 558	42 010
Compte de résultats en millions de francs							
Charges							
10 Traitements et salaires, allocations de renchérissement, allocations pour enfants, etc.	231,2	288,5	338,1	438,0	644,1	675,3	700,1
11 Allocations supplémentaires et indemnités diverses, uniformes	17,5	21,3	26,7	33,6	66,3	67,1	68,1
12 Rétribution du propre personnel (10+11)	248,7	309,8	364,8	471,6	710,4	742,4	769,1
13 Contributions à la CPS, à l'AVS/AI/APG/AC et à la CNA	25,9	38,8	40,8	63,0	81,5	79,4	74,1
14 Versements complémentaires à la CPS et allocations de renchérissement aux bénéficiaires de rentes	37,2	45,4	47,0	50,5	57,0	59,8	64,1
15 Assurance du propre personnel (13+14)	63,1	84,2	87,8	113,5	138,5	139,2	138,1
16 Dépenses pour main-d'œuvre étrangère à l'administration	12,7	7,3	10,7	12,0	19,3	19,2	19,1
17 Total des charges de personnel (12+15+16)	324,5	401,3	463,3	597,1	868,2	900,8	928,1
18 En % de l'ensemble des charges	59,5%	62,0%	60,9%	59,9%	60,6%	60,7%	60,1%
19 Dépenses de choses et divers	96,7	118,5	142,5	214,9	323,6	318,4	316,1
20 En % de l'ensemble des charges	17,7%	18,3%	18,7%	21,6%	22,6%	21,4%	20,1%
21 Amortissements des immobilisations	70,7	76,5	108,1	132,8	177,6	187,2	195,1
22 Intérêts et autres frais financiers	53,9	51,3	47,2	51,6	63,6	78,8	92,1
23 Total des amortissements, intérêts et autres frais financiers (21 + 22)	124,6	127,8	155,3	184,4	241,2	266,0	288,1
24 En % de l'ensemble des charges	22,8%	19,7%	20,4%	18,5%	16,8%	17,9%	18,1%
25 Charges totales (17+19+23)	545,8	647,6	761,1	996,4	1433,0	1485,2	1533,1
Produits							
26 Trafic voyageurs *	258,4	264,7	317,6	410,0	537,3	555,3	552,1
27 Trafic marchandises *	305,4	325,0	454,7	582,4	746,2	764,5	815,1
28 Produits de transport (26+27)	563,8	589,7	772,3	992,4	1283,5	1319,8	1367,1
29 Autres produits	56,4	59,5	78,8	102,2	151,7	157,8	176,1
30 Indemnité compensatrice	—	—	—	—	—	—	—
31 Total des produits (28+29+30)	620,2	649,2	851,1	1094,6	1435,2	1477,6	1544,1
Résultat							
32 Excédent des produits ou des charges (31-25)	74,4	1,6	90,0	98,2	2,2	-7,6	11,1
33 Charges extraordinaires *	49,0	1,6	66,0	70,2	2,0	—	10,1
34 Bénéfice ou déficit de l'année (32-33) *	25,4	—	24,0	28,0	0,2	-7,6	1,1
35 Versement à la réserve légale *	9,4	—	8,0	8,0	—	-6,1	—
36 Intérêt sur le capital de dotation	16,0	—	16,0	16,0	—	—	—

* Voir les explications sur la double page suivante.

1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
57,0	58,4	59,6	59,6	59,8	60,0	60,2	61,7	63,2	63,9	64,7	65,2	66,9	67,0
27,9	29,2	29,9	30,2	30,4	30,5	29,9	26,8	28,3	29,0	28,7	29,0	29,0	28,5
227,0	231,2	230,8	229,6	224,3	223,9	219,6	210,6	208,3	205,5	203,4	205,6	216,3	218,2
7838,6	8071,4	8168,3	8226,4	8306,3	8402,3	8289,3	7984,2	8115,4	8028,4	8094,1	8294,1	9179,0	9099,5
39,7	42,6	45,6	45,4	46,1	47,6	46,2	34,5	37,4	38,9	39,9	44,0	46,3	45,3
5700,5	6140,2	6592,3	6622,2	6703,4	7140,2	7004,1	5141,4	5658,5	5932,5	6218,0	6956,2	7384,6	7137,0
40 806	40 780	40 677	40 444	40 741	40 909	41 031	40 867	39 795	38 540	38 003	38 113	38 367	38 791
883	871	853	1 117	1 009	1 009	939	655	477	493	481	*	*	*
41 689	41 651	41 530	41 561	41 750	41 918	41 970	41 522	40 272	39 033	38 484	*	*	*
729,6	776,4	819,0	933,1	1055,9	1218,2	1339,8	1448,0	1453,5	1416,3	1424,3	1458,6	1530,6	1633,1
73,0	76,7	80,6	111,4	117,7	119,8	126,3	125,0	123,1	119,9	114,4	115,6	120,2	122,9
802,6	853,1	899,6	1044,5	1173,6	1338,0	1466,1	1573,0	1576,6	1536,2	1538,7	1574,2	1650,8	1756,0
76,8	92,3	111,4	98,6	113,4	143,5	141,2	153,8	158,6	170,6	167,5	168,4	175,2	190,2
61,8	70,9	75,5	84,8	85,7	97,8	117,6	116,6	119,7	128,9	132,9	128,9	137,3	151,6
138,6	163,2	186,9	183,4	199,1	241,3	258,8	270,4	278,3	299,5	300,4	297,3	312,5	341,8
20,1	20,4	22,3	33,2	35,0	41,9	45,4	36,8	28,8	29,9	29,5	8,9*	9,4	10,0
961,3	1036,7	1108,8	1261,1	1407,7	1621,2	1770,3	1880,2	1883,7	1865,6	1868,6	1880,4*	1972,7	2107,8
60,3%	60,2%	60,8%	62,5%	62,8%	65,0%	64,1%	63,8%	61,1%	61,6%	61,8%	60,7%	60,4%	61,0%
329,0	367,2	380,9	411,9	459,8	453,8	508,2	485,0	514,8	493,6	483,5	504,1*	556,6	573,6
20,6%	21,3%	20,9%	20,4%	20,5%	18,2%	18,4%	16,5%	16,7%	16,3%	16,0%	16,3%	17,0%	16,6%
205,5	211,5	214,2	216,0	224,9	241,7	266,0	300,7	354,2	340,3	344,9	384,6	403,6	426,9
98,3	108,1	118,9	129,1	150,0	176,7	216,4	280,8	329,9	329,9	326,4	328,7	336,1	348,5
303,8	319,6	333,1	345,1	374,9	418,4	482,4	581,5	684,1	670,2	671,3	713,3	739,7	775,4
19,1%	18,5%	18,3%	17,1%	16,7%	16,8%	17,5%	19,7%	22,2%	22,1%	22,2%	23,0%	22,6%	22,4%
1594,1	1723,5	1822,8	2018,1	2242,4	2493,4	2760,9	2946,7	3082,6	3029,4	3023,4	3097,8	3269,0	3456,8
566,5	624,8	636,4	657,0	721,9	756,4	822,7	793,5	796,6	842,2	863,0	868,2	942,5	966,6
836,0	924,7	978,4	981,1	1146,1	1258,1	1227,5	1056,1	1052,1	986,5	974,3	1034,6	1128,9	1106,2
1402,5	1549,5	1614,8	1638,1	1868,0	2014,5	2050,2	1849,6	1848,7	1828,7	1837,3	1902,8	2071,4	2072,8
176,0	194,9	211,7	226,0	256,7	286,3	316,6	314,3	331,3	317,4	313,5	320,6	335,1	354,6
—	—	—	100,0	100,0	100,0	160,0	160,0	195,0	195,0	250,0	250,0	269,0	269,0
1578,5	1744,4	1826,5	1964,1	2224,7	2400,8	2526,8	2323,9	2375,0	2341,1	2400,8	2473,4	2675,5	2696,4
-15,6	20,9	3,7	-54,0	-17,7	-92,6	-234,1	-622,8	-707,6	-688,3	-622,6	-624,4	-593,5	-760,4
—	20,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
-15,6	0,9	3,7	-54,0	-17,7	-92,6	-234,1	-622,8	-707,6	-688,3	-622,6	-624,4	-593,5	-760,4
-14,5	—	—	-49,4	-17,7	-32,2	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Aperçu chronologique

	1945	1946	1950	1955	1960	1965	1966	1967
Bilan au 31 décembre après l'affectation du bénéfice ou avant l'imputation du solde passif* en millions de francs								
Actif								
Immeubles, installations et véhicules								
37 Immeubles et installations	2229	2253	2451	2701	3029	3505	3656	3750
38 Véhicules	709	736	836	1055	1435	2001	2164	2320
39 Total des valeurs d'établissement ou d'acquisition (37+38)	2938	2989	3287	3756	4464	5506	5820	6070
40 Amortissements	942	1101	1593	2067	2635	3339	3476	3610
41 Valeur au bilan (39-40)	1996	1888	1694	1689	1829	2167	2344	2460
42 Ouvrages inachevés	49	61	73	89	193	461	483	560
43 Terrains acquis à titre prévisionnel, participations	22	25	30	34	68	146	160	170
44 Total des immobilisations (41+42+43)	2067	1974	1797	1812	2090	2774	2987	3190
45 Fonds de roulement	167	193	184	248	308	419	531	490
46 Autres actifs	36	43	17	43	62	97	88	70
47 Dépenses à amortir et solde passif*	41	15	167	5	—	—	6	—
48 Total de l'actif (44+45+46+47)	2311	2225	2165	2108	2460	3290	3612	3770
Passif								
Fonds propres								
49 Capital de dotation	400	400	400	400	400	800	800	800
50 Réserve légale	—	10	—	40	80	120	120	110
51 Fonds de réserve	10	13	15	30	95	92	79	70
52 Fonds propres, total (49+50+51)	410	423	415	470	575	1012	999	980
Fonds de tiers								
53 Engagements à long terme	1575	1548	1494	1369	1519	1664	2036	2170
54 Engagements à court terme	231	206	238	196	254	501	484	520
55 Fonds de tiers, total (53+54)	1806	1754	1732	1565	1773	2165	2520	2700
56 Autres passifs*	95	48	18	73	112	113	93	90
57 Total du passif (52+55+56)	2311	2225	2165	2108	2460	3290	3612	3770
Compte de construction en millions de francs								
Dépenses brutes								
58 Immeubles et installations*		58,2	88,5	99,4	128,4	254,6	264,2	278,0
59 Véhicules		31,7	48,4	56,8	107,0	169,5	173,7	167,0
60 Total (58+59)*		89,9	136,9	156,2	235,4	424,1	437,9	445,0
61 Prélèvement sur la réserve générale de construction		—	—	—	—	5,5	6,0	6,0
62 Dépenses de construction non actives*		14,5	26,9	27,7	24,2	47,0	48,2	46,0
63 Montant net des dépenses [60-(61+62)]*		75,4	110,0	128,5	211,2	371,6	383,7	392,0

* Explications

Ad 8/9/16/17/19

A partir de 1979, les ouvriers d'entrepreneur ne figurent plus dans l'effectif du personnel; la charge qu'ils représentent est incluse dans les dépenses de choses.

Ad 26/27

Les transports de bagages, compris jusqu'en 1959 dans le trafic marchandises, figurent depuis 1960 dans le trafic voyageurs.

Ad 33

Annuité destinée à résorber les amortissements arriérés des groupes d'immobilisations «frais généraux» et «infrastructure» des années 1947 à 1955; solde des amortissements du groupe «frais généraux» de l'exercice 1960; attributions à la réserve générale de construction et à la réserve pour l'amélioration des installations rail-route, etc.

Ad 34 et 35

Le déficit de 1973 a été couvert par la réserve légale encore disponible (32,2 millions de fr.) et les fonds de la Confédération (60,4 millions).

Les déficits à partir de 1974 sont comblés par des fonds de la Confédération.

1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981
3907	4145	4295	4363	4517	5046	5370	5743	6002	6128	6655	7176	7749	8201
2455	2571	2689	2814	2988	3186	3353	3558	3802	4005	4145	4301	4444	4561
6362	6725	6984	7177	7505	8232	8723	9301	9804	10133	10800	11477	12193	12762
3760	3912	4060	4219	4371	4544	4738	4964	5204	5469	5554	5830	6165	6516
2602	2813	2924	2958	3134	3688	3985	4337	4600	4664	5246	5647	6028	6246
599	567	645	845	964	817	983	1071	1224	1527	1169	933	689	663
184	191	195	228	243	268	264	262	286	295	305	312	304	293
3385	3571	3764	4031	4341	4773	5232	5670	6110	6486	6720	6892	7021	7202
513	564	476	555	705	965	1156	1116	1115	954	902	887	1067	872
67	76	115	118	112	—	—	—	—	—	—	—	—	—
15	—	—	49	18	93	234	623	708	688	623	624	593	1086
3980	4211	4355	4753	5176	5831	6622	7409	7933	8128	8245	8403	8681	9160
800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800	800
114	99	99	99	50	32	—	—	—	—	—	—	—	—
56	63	48	35	36	37	38	39	40	41	42	44	45	47
970	962	947	934	886	869	838	839	840	841	842	844	845	847
2417	2557	2598	2979	3369	3957	4722	5427	5736	5782	5846	6082	6301	6626
492	595	672	707	791	993	1062	1143	1357	1505	1557	1477	1535	1687
2909	3152	3270	3686	4160	4950	5784	6570	7093	7287	7403	7559	7836	8313
101	97	138	133	130	12	—	—	—	—	—	—	—	—
3980	4211	4355	4753	5176	5831	6622	7409	7933	8128	8245	8403	8681	9160
265,8	272,6	292,9	346,0	387,8	492,4	557,9	618,3	576,1	597,1	541,9	497,1	485,0	538,2
165,0	162,1	154,2	162,0	189,4	221,5	248,7	212,7	289,3	220,3	140,2	154,7	165,3	187,7
430,8	434,7	447,1	508,0	577,2	713,9	806,6	831,0	865,4	817,4	682,1	651,8	650,3	725,9
3,6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
46,4	45,5	46,4	49,7	56,2	64,3	78,3	89,9	111,4	109,1	108,0	102,3	107,3	101,7
380,8	389,2	400,7	458,3	521,0	649,6	728,3	741,1	754,0	708,3	574,1	549,5	543,0	624,2

en général; sans les prêts pour l'électrification de lignes étrangères aboutissant en Suisse.

Ad 58 et 60

Sans les dépenses à la charge de la réserve pour l'amélioration des installations rail-route.

47

d'émission et de conversion des emprunts; amortissements arriérés des groupes d'immobilisations (généraux) et «infrastructure»; soldes passifs des années 1945 (résorbé par l'assainissement), 1966, 1968, 1971 et suivantes. Dette CPS 1981

Ad 62

Y compris, à partir de 1965, les dépenses non actives pour le renouvellement de la superstructure.

56

compris les fonds mis en réserve et solde actif porté à compte nouveau. Pour le dernier exercice, ce solde est celui qui figure dans la proposition du conseil d'administration.

Ad 63

Dépenses portées à l'actif ou au compte des amortissements.



Year	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990
1977	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1978	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1979	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1980	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1981	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1982	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1983	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1984	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1985	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1986	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1987	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1988	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1989	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
1990	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000

This document contains information that is classified as "Confidential" under Executive Order 13526. The information is being disseminated to you for your use only and is not to be distributed outside your organization. If you are not an intended recipient, you should not disseminate, distribute, or take any action in reliance on the information. If you have received this information in error, please notify the sender immediately.